



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Unité départementale
du Havre**

Équipe territoriale

Le Havre, le 31 mai 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/04/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TANK SOLUTIONS NORMANDIE

ROUTE INDUSTRIELLE

PORT DU HAVRE n°5279

76430 SANDOUVILLE

Références : 20230420_VI_TSN_Sandouville_eaux superficielles_risques incendie

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/04/2023 dans l'établissement TANK SOLUTIONS NORMANDIE implanté route industrielle – port du Havre n° 5279 - 76430 SANDOUVILLE. L'inspection a été annoncée le 13/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le but de la visite était essentiellement de faire un point sur les demandes faites à l'exploitant suite à la visite du 28/09/2022 dans le cadre du récolement de l'arrêté préfectoral du 02/02/2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TANK SOLUTIONS NORMANDIE
- RTE INDUSTRIELLE PORT DU HAVRE NUMERO 5279 76430 SANDOUVILLE
- Code AIOT dans GUN : 0005801086
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui
- Activité principale : Lavage de citernes industrielles et traitement des effluents

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à transmettre une lettre de suite préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 8.3.4	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
3	Ressources en eau et en Mousse	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 8.6.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Rejets Aqueux : Gidaf	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 4.5.2.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Alimentation en combustible	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 9.1.2.3	/	Sans objet
4	rétenion et confinement	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 8.4.2	/	Sans objet
6	Rejet eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 4.5.2.3	/	Sans objet
7	Surveillance de l'installation	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 8.5.1	/	Sans objet
8	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 8.3.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a répondu à la majorité des observations émises par l'inspection suite à la visite du 28/09/2022. Suite à cette visite d'avril 2023, de nouvelles demandes sont faites à l'exploitant qui devra y répondre dans les délais imposés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 8.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Prescription contrôlée : L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.
Constats : La dernière vérification (complète) des installations de protection contre la foudre a été réalisée le 09/12/2022. Le rapport relève une non-conformité (protection au sol non-fixée correctement). Le jour de la visite, cette non-conformité n'était pas encore levée. <u>Demande 1 :</u> l'exploitant justifiera la levée de la non-conformité identifiée dans le rapport de vérification des installations de protection contre la foudre de décembre 2022 (sous 2 mois).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Alimentation en combustible

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 9.1.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Chaudière
Prescription contrôlée : Dans les installations alimentées en combustibles gazeux, la coupure de l'alimentation de gaz est assurée par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz
Constats : <u>Demande suite à la visite du 28 septembre 2022 :</u> L'exploitant transmettra à l'inspection des éléments justifiant les démarches mises en place pour que la chaufferie soit conforme à l'arrêté préfectoral du 02/02/2022 ; notamment concernant la présence de 2 vannes automatiques redondantes de coupure de l'alimentation de gaz. <u>Retour de l'exploitant par courrier du 17/02/2023 :</u> Après vérification, la chaudière dispose bien de deux vannes automatiques redondantes de coupure de l'alimentation. L'exploitant a transmis les caractéristiques de l'électrovanne double. Cette électrovanne double DUNGS DMV intègre deux électrovannes dans un même bloc compact.
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 8.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Poteaux incendie et extincteurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est équipée de moyens d'intervention appropriés aux risques, notamment :[...] ;- d'au moins 3 appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé, implantés de telle sorte que, d'une part, les installations susceptibles d'être à l'origine d'un incendie se trouvent à moins de 100 m d'un appareil et que, d'autre part, elles se trouvent à moins de 200 m d'un ou plusieurs appareils permettant de fournir un débit minimal de 60 m3/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont le dispositif de raccordement est conforme aux normes en vigueur, pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils.- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, lorsqu'elle est couverte, et, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières et déchets entreposés.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Demande suite à la visite du 28 septembre 2022 :</u></p> <p>L'exploitant transmettra le rapport de vérification de la borne incendie situé au niveau du parking.</p> <p><u>Retour de l'exploitant et constat lors de la visite du 22/11/2022 :</u></p> <p>L'exploitant n'a pas fait réaliser la vérification du poteau incendie au niveau du parking. Il a indiqué qu'afin d'améliorer l'accès au poteau incendie, il a décidé de le déplacer dans une zone plus adaptée. Le déplacement du poteau était prévu courant 1er semestre 2023.</p> <p>Le jour de la visite, le poteau n'avait pas encore déplacé. Par mail du 03/05/23, il a transmis un courriel de la société Lefevre Industrie confirmant son intervention sur site en semaine 21.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la vérification de l'hydrant est programmée pour le 2 juin 2023.</p> <p><u>Demande 2 :</u> l'exploitant transmettra le compte-rendu de vérification du nouveau poteau incendie (sous 1 mois).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 8.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à prévenir les pollutions accidentelles, en maintenant notamment sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les matières écoulées lors d'un accident de transport. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Demande suite à la visite du 28 septembre 2022 :</u></p> <p>L'exploitant établira une procédure sur l'utilisation des obturateurs (emplacement des ballons et des bouteilles d'air, emplacement des points de rejet, fonctionnement du dispositif,...)</p> <p><u>Retour de l'exploitant et constat lors de la visite du 22/11/2022 :</u></p> <p>Par courrier du 17/02/2023, l'exploitant a transmis une consigne de sécurité et d'utilisation des obturateurs établie par le fournisseur. Cette consigne explique de manière détaillée les étapes de mise en place de l'obturateur néanmoins l'inspection invite l'exploitant à rédiger une fiche « réflexe » plus synthétique.</p> <p>Depuis la visite de 2022, l'exploitant a fait le choix de changer le mode de fonctionnement par obturateur gonflable par des vannes d'isolement manuelles.</p> <p>Sur les deux points de rejets à confiner sur le site, une première vanne d'isolement était déjà posée lors de la visite (au nord du site). L'installation de la deuxième vanne (au sud-ouest) est prévu courant 2023.</p> <p>L'inspection a pu constater et/ou tester sur site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'affichage indiquant l'emplacement de la première vanne d'isolement, - la fermeture de la vanne d'isolement : en moins de 30 secondes une fois que l'opérateur commence à tourner le volant, - la présence, près du point de rejet à obturer (au sud-ouest), d'un bac comprenant la procédure des obturateurs gonflables, un obturateur, un manomètre, une bouteille d'air comprimé et des raccords, - l'installation et le gonflage de l'obturateur ont pris moins de 3 minutes. <p><u>Remarques et points d'amélioration</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - la vanne guillotine n'est pas visible (pas de regard). On déduit que la vanne est totalement fermée quand on ne peut plus tourner la clef. On ne pourrait pas voir si un obstacle empêche la fermeture de la vanne à 100 %. - lors du test de mise en place de l'obturateur, le tuyau raccordant la bouteille d'air à l'obturateur était à l'envers (ce qui rendait le gonflage de l'obturateur impossible. Les opérateurs ont très vite réagi). Il faut indiquer dans la procédure le sens de branchement de tuyau. <p><u>Demande 4 :</u> l'exploitant mettra en place les moyens organisationnels ou matériels pour contrôler que la vanne se ferme toujours correctement.</p>
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Rejets Aqueux : Gidaf

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 4.5.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies (voir arrêté).
Constats : On note des dépassements en azote global (NGL) entre le 26/01/2023 et le 19/02/2023 dont 5 jours où la concentration dépasse le double de la valeur seuil (134 mg/l pour une valeur limite de 60 mg/l). L'exploitant a indiqué que des analyses ont montré que ces dépassements sont dus à une augmentation de la concentration en azote organique. Il a transmis une note expliquant les actions mises en place pour réduire le taux de NGL (action sur l'aération des bassins et ajout de carbonate de calcium notamment). Il est également expliqué dans cette note que deux facteurs jouent également sur le traitement biologique : une température trop basse (inférieure à 14°C) et un déséquilibre du ratio carbone/azote/phosphore dans le bassin biologique. Ces dépassements sont dus au lavage de certaines citernes apportant une concentration en azote organique trop importante. L'exploitant a indiqué avoir mis en place des mesures organisationnelles pour identifier les citernes à l'origine des pics d'azote et pour pouvoir bipasser les eaux de lavage dans une réserve (d'une capacité d'environ 100 m ³) et les injecter dans la STEP à un débit tel que le traitement biologique ne soit pas saturé. <u>Demande 5 :</u> l'exploitant poursuivra ses investigations visant à identifier les citernes dont le lavage est susceptible de générer des dépassements de la concentration en azote global dans les rejets aqueux. Si la réserve de stockage des eaux de lavage chargées en polluant est pleine, le lavage des citernes identifiées comme susceptibles de générer des dépassements des valeurs seuils de rejet devra être refusé (ou reporté).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : Immédiat

N° 6 : Rejet eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 4.5.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies : <i>voir arrêté préfectoral</i>
Constats : <u>Demande suite à la visite du 28 septembre 2022 :</u> L'exploitant transmettra les résultats d'analyse des eaux pluviales en sortie de séparateur d'hydrocarbure. <u>Retour de l'exploitant par courrier du 17/02/2023 :</u> L'exploitant a transmis les résultats d'analyse des eaux pluviales en sortie de séparateur d'hydrocarbure (prélèvements effectués le 9 décembre 2022). Ces résultats sont conformes à l'article 4.5.2.3 de l'arrêté préfectoral.
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 8.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations. Les issues sont fermées en dehors des heures de réception des contenants à laver. Ces heures de réception sont indiquées à l'entrée de l'installation.
Constats : <u>Demande suite à la visite du 28 septembre 2022 :</u> L'exploitant affichera à l'entrée du site a minima le numéro du cadre d'astreinte, les horaires d'ouverture du site et les règles de circulation. <u>Retour de l'exploitant et constat lors de la visite du 22/11/2022 :</u> L'affichage à l'entrée du site a été refait. Il y est notamment inscrit: <ul style="list-style-type: none">- le numéro d'urgence à appeler en cas d'incident,- les horaires d'ouverture du site,- les règles de circulation pour les camions, les livreurs, les visiteurs et les piétons.
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 8.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection
Prescription contrôlée : Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le système de détection d'incendie est vérifié une fois par an selon l'exploitant. La dernière vérification a été réalisée en juin 2022 par la société Masselin. Le rapport liste clairement les éléments (détecteurs, sirènes, claviers, coffrets,...) testés. Leur emplacement est décrit dans le rapport. Une fiche est établie pour chaque élément contrôlé. Le récapitulatif indique que : <ul style="list-style-type: none">- 2 % des éléments vérifiés sont hors services (soit 1 non-conformité)- 7 % des éléments vérifiés sont « à reprendre » (soit 4 non-conformités)- 91 % des éléments vérifiés sont « optimaux »- 0 % des éléments vérifiés sont « non-contrôlés » L'exploitant a transmis les bons de travaux justifiant que l'ensemble des non-conformités concernant la détection incendie a été levé. Il reste une non-conformité en cours de traitement : celle-ci concerne le détecteur lié à l'ouverture de la barrière de sortie (« détecteur de boucle défectueux »). L'exploitant a indiqué qu'en cas de détection d'un incendie, en plus de l'alarme sonore sur site, l'alerte est reportée sur le téléphone du cadre d'astreinte qui a accès aux caméras du site. Si nécessaire, l'astreinte maintenance intervient sur site. Une consigne en cas d'incendie a été établie.
Proposition de suites : Sans objet